



## Conseil économique et social

Distr. générale  
10 janvier 2008  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la population et du développement

#### Quarante et unième session

7-11 avril 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

#### Suite donnée aux recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement

### **Suivi de la situation mondiale en matière de population, consacré à la répartition de la population, à l'urbanisation, aux migrations internes et au développement**

#### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Dans sa décision 2006/101, la Commission de la population et du développement a décidé que sa quarante et unième session aurait pour thème spécial la répartition de la population, l'urbanisation, les migrations internes et le développement. Le présent rapport fournit à la Commission les éléments de base de ses délibérations.

Il examine les tendances et les perspectives de la croissance démographique, en ville comme à la campagne, et l'évolution de la population urbaine. Il étudie la part de l'accroissement naturel et celle de la combinaison de l'exode rural et du reclassement de zones rurales en zones urbaines dans la croissance de la population urbaine. Il analyse l'importance relative des différents types de migrations internes et les conséquences de la répartition de la population sur le rapport de dépendance dans les zones urbaines et rurales. Il examine les incidences de l'urbanisation sur la réduction de la pauvreté et les disparités en matière d'accès aux services et de comportement démographique entre les milieux urbain et rural, en mettant particulièrement l'accent sur la situation des citoyens pauvres. Il analyse également les principales mesures qui ont été prises pour influencer sur la répartition de la population. Le présent rapport, très détaillé, souligne l'importance de l'urbanisation

---

\* E/CN.9/2008/1.



pour la croissance économique et le bien-être humain, en concluant qu'il faut tirer parti de ses aspects positifs, tout en s'efforçant de prévenir ou de limiter ses effets négatifs.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–8	4
II. Taux et tendances de la répartition de la population . . . . .	9–25	7
A. Urbanisation et croissance . . . . .	9–14	7
B. Évolution de la population rurale . . . . .	15–18	13
C. Taille et croissance des villes . . . . .	19–25	13
III. Migrations internes . . . . .	26–40	17
A. Les migrations et les facteurs de la croissance urbaine . . . . .	26–30	17
B. Migrations internes, développement et caractéristiques des migrants . . . . .	31–40	19
IV. Répartition et vieillissement de la population . . . . .	41–44	21
V. La pauvreté dans un monde de plus en plus urbanisé . . . . .	45–49	23
VI. Urbanisation et accès aux services de base . . . . .	50–55	25
VII. Urbanisation et comportement de la population . . . . .	56–64	27
VIII. Politiques de répartition de la population . . . . .	65–74	29
IX. Conclusions et recommandations . . . . .	75–86	32
<b>Tableaux</b>		
1. Évolution des populations urbaine et rurale, 1950-2050 . . . . .		7
2. Pays représentant 75 % de la population urbaine mondiale en 2007 . . . . .		11
3. Population des mégapoles dans le monde, 1975-2025 . . . . .		14
4. Population urbaine par taille de ville, 1975, 2005 et 2025 . . . . .		17
5. Estimation du nombre de personnes vivant avec au plus 1 ou 2 dollars par jour . . . . .		24
<b>Figures</b>		
I. Pourcentage de citoyens, 2007, 2025 et 2050 . . . . .		9
II. Croissance des populations urbaine et rurale dans le monde et dans les régions développées et moins développées, 1950-2050 . . . . .		12
III. Croissance annuelle des populations urbaine et rurale dans les régions développées et moins développées, 1950-2050 . . . . .		12
IV. Répartition de la population urbaine mondiale par taille de ville, 1975, 2005 et 2025 . . . . .		15
V. Proportion de l'accroissement de la population urbaine mondiale selon la taille des villes, 1978-2005 et 2005-2025 . . . . .		16
VI. Rapport de dépendance dans les zones urbaines et rurales par région, 2005 . . . . .		22
VII. Vues des gouvernements sur la répartition géographique de leur population, 2007 . . . . .		30

## I. Introduction

1. La répartition de l'humanité sur la planète s'est toujours faite en fonction des possibilités offertes par les différents territoires. Avec l'invention de l'agriculture, c'est la disponibilité des terres arables qui a en grande partie guidé le choix des êtres humains. La pratique de l'agriculture a permis l'accumulation d'excédents alimentaires et la différenciation d'activités productives, facteurs qui ont entraîné l'émergence de colonies de peuplement plus complexes connues sous le nom générique de « villes ». Dans l'histoire moderne, les villes ont joué un rôle clef en tant que centres d'administration, de production, de commerce, de connaissances, d'innovation et de croissance de la productivité. Sans elles, la révolution industrielle, avec son cortège de changements, aurait été impensable. La mécanisation de la production a nécessité la concentration de la population, concentration qui s'est accélérée avec les progrès de l'industrialisation. En 1920, dans les régions les plus développées, qui étaient aussi les plus industrialisées, presque 30 % de la population vivaient dans les zones urbaines. Dans les pays en développement, l'urbanisation est allée de pair avec l'industrialisation, en particulier en Amérique latine où, en 1950, 41 % de la population était déjà citadine. En Afrique et en Asie, les taux d'urbanisation sont restés inférieurs, même si la population urbaine a sensiblement augmenté, surtout en Asie. Entre 1920 et 2007, la population urbaine mondiale est passée de quelque 270 millions à 3,3 milliards d'habitants : le nombre de citadins a augmenté de 1,5 milliard en Asie, de 750 millions dans les régions développées, de près de 450 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes, et d'un peu plus de 350 millions en Afrique. Ces chiffres augurent de l'évolution à venir : entre 2007 et 2050, la population urbaine devrait augmenter dans les mêmes proportions qu'entre 1920 et 2007, ce qui se traduira par 3,1 milliards de citadins supplémentaires, dont 1,8 milliard en Asie et 900 millions en Afrique. Ces changements majeurs modifieront le visage du développement économique et social, qui sera lui-même pour partie à l'origine de ces changements.

2. L'urbanisation est provoquée par la concentration des possibilités d'investissement et d'emploi dans les zones urbaines, ainsi que par la transition d'une agriculture à faible productivité à une agriculture mécanisée plus productive, qui engendre des excédents de main-d'œuvre dans les zones rurales. La production industrielle et les services se concentrent dans les villes. Selon une estimation, 80 % du produit intérieur brut (PIB) mondial sont générés dans les zones urbaines. Les villes attirant entreprises et emplois, elles agissent comme un aimant sur les migrants à la recherche d'une vie meilleure, et polarisent les ressources tant humaines qu'entrepreneuriales nécessaires pour générer de nouvelles idées, des procédés nouveaux et des utilisations toujours plus productives de la technologie. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple, 81 % des demandes de brevets sont déposées par des inventeurs de zone urbaine<sup>1</sup>. Les villes encouragent par ailleurs le changement social, en raison notamment des possibilités éducatives et culturelles qu'elles offrent. C'est pourquoi dans la très grande majorité des pays, les taux de fécondité ont d'abord commencé à diminuer dans les zones urbaines, où le phénomène est plus marqué qu'ailleurs.

---

<sup>1</sup> *Examens territoriaux de l'OCDE : Competitive Cities in the Global Economy* (Paris, publications de l'OCDE, 2006).

3. De manière générale, il existe une corrélation positive entre le revenu par habitant et le taux d'urbanisation. L'urbanisation est également liée à l'augmentation de la part du PIB qui est générée par l'industrie et les services, ainsi que du pourcentage de la main-d'œuvre employée dans ces secteurs<sup>2</sup>. Les pays qui ont connu de longues périodes de mauvaise performance économique ont tendance à être les moins urbanisés. Ceux qui présentent un fort taux d'urbanisation se caractérisent généralement par des revenus par habitant élevés, des économies stables et des institutions politiques solides. Toutefois, il semblerait que l'urbanisation ne soit pas en soi un moteur de la croissance des revenus. À un faible niveau de développement, le lien entre le taux d'urbanisation et le revenu par habitant est plus ténu<sup>3</sup>. Les pays d'Afrique, par exemple, ont connu une croissance économique timide entre 1960 et 2004, malgré l'augmentation de leur taux d'urbanisation, alors qu'en Asie, où de nombreux pays affichaient des taux d'urbanisation semblables à ceux des pays africains, la croissance économique a été rapide. L'Afrique et l'Asie sont les continents les moins urbanisés. Ces observations semblent indiquer que l'urbanisation est peut-être une condition nécessaire, mais pas suffisante pour soutenir la croissance économique.

4. Tout porte à croire que la vie en zone urbaine offre de nombreux avantages : le revenu moyen y est plus élevé que dans les zones rurales et les citadins ont un meilleur accès à tout un éventail de services – éducation, santé, transports, communications, approvisionnement en eau, assainissement et gestion des déchets – car, en raison des économies d'échelle, il est plus efficace et plus avantageux d'offrir ces services à des populations concentrées sur le plan géographique qu'à des habitants éparpillés sur un vaste territoire. De plus, l'accès aux services est généralement meilleur dans les grosses agglomérations urbaines que dans les villes de petite taille.

5. Toutefois, malgré ses nombreux aspects positifs, l'urbanisation n'a pas que des avantages. Les grandes villes en particulier sont exposées à la contamination environnementale résultant de l'encombrement des routes, de la concentration des industries et de systèmes d'élimination des déchets inadéquats. Les villes ont également des besoins en terrains, en eau et en ressources naturelles qui sont disproportionnés par rapport à leur superficie et à leur population, dont les revenus, élevés en moyenne, entraînent une consommation importante. Si la concentration de la population et de l'activité économique dans les villes est à la racine de ces problèmes, les disparités qui persistent entre citadins font que les pauvres sont les plus durement touchés par les incidences négatives de l'urbanisation. Or leur nombre augmente, car les inégalités de salaires dans les villes des pays en développement sont criantes. À l'échelle mondiale, le taux de croissance de la population urbaine pauvre (personnes vivant avec 1 dollar par jour au maximum) a dépassé celui de la population urbaine en général. En raison du coût élevé du logement, les citadins pauvres sont souvent contraints de vivre dans des bidonvilles surpeuplés, sans approvisionnement en eau ni installations sanitaires adéquats. Selon les dernières estimations du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), les bidonvilles comptaient 840 millions

---

<sup>2</sup> David Satterthwaite, « The transition to a predominantly urban world and its underpinnings », Institut international pour l'environnement et le développement, Human Settlements Discussion Paper Series, 4 septembre 2007.

<sup>3</sup> David E. Bloom et Tarun Khanna, « La révolution urbaine », *Finance et Développement*, septembre 2007.

d'habitants en 2005. En 2004, plus de 600 millions de citoyens n'avaient pas accès à des installations sanitaires appropriées, et 180 millions à une source d'eau potable.

6. Les mauvaises conditions de vie se répercutent directement sur la santé. Les taux de malnutrition et de mortalité infantile sont plus élevés dans les bidonvilles qu'ailleurs dans les villes. Par ailleurs, les habitants de taudis ont un niveau d'études inférieur, un taux de fécondité supérieur et sont les plus vulnérables face aux catastrophes environnementales et à la pollution. Toutefois, dans la plupart des pays en développement, les populations rurales sont encore plus mal loties en termes de santé et de taux de mortalité. De plus, la pauvreté reste largement concentrée dans les zones rurales, où vivent 75 % des pauvres dans le monde. C'est pourquoi, même si l'urbanisation n'est pas la panacée, elle apporte la solution à certains maux.

7. Il se pourrait que la poursuite de l'urbanisation de la population mondiale soit nécessaire au développement durable. Entre 2007 et 2050, les zones urbaines des pays en développement devraient absorber 3,1 milliards d'habitants de plus, alors que la population, globalement, ne s'accroîtra que de 2,5 milliards d'habitants. En 2008, les 3,4 milliards de citoyens dans le monde n'occupent que 3 % de la superficie terrestre, alors que les 3,4 milliards de ruraux, qui dépendent de l'agriculture pour survivre, en occupent 12 %. Il semble impossible que les zones agricoles puissent accueillir les 2,5 milliards d'habitants supplémentaires attendus d'ici à 2050, tandis que les villes, qui concentrent les richesses, l'infrastructure et le savoir-faire, sont mieux à même de s'adapter à la croissance démographique. Dans les agglomérations urbaines, qui regroupent producteurs et consommateurs, employeurs et employés, pollueurs et utilisateurs de ressources, il est plus facile de gérer et de réglementer les activités des uns et des autres de manière efficace et équitable, et de résoudre ainsi les problèmes liés à l'urbanisation, voire de les prévenir.

8. Dans le contexte de l'urbanisation, de nombreux gouvernements s'inquiètent de la répartition géographique de la population. En 2007, 85 % d'entre eux se disaient préoccupés par ce sujet, un pourcentage qui a peu changé depuis les années 70. En conséquence, de nombreux gouvernements ont adopté des mesures pour limiter l'exode rural, voire l'inverser. Celles-ci ont rarement produit des résultats, car il est difficile de décourager les gens de s'installer dans une région où ils peuvent améliorer leur niveau de vie. Les nouveaux citoyens ont généralement de meilleures conditions de vie que leurs proches restés à la campagne, auxquels ils envoient des fonds qui représentent une source de revenu importante. Les données suggèrent que l'urbanisation contribue davantage à la réduction de la pauvreté rurale qu'à la réduction de la pauvreté urbaine<sup>4</sup>. Bien que proportionnellement de plus en plus nombreux en milieu urbain, les pauvres se trouvent majoritairement dans les zones rurales des pays en développement. Si on veut améliorer leurs conditions de vie en général, il faut prévoir des mesures visant tant à promouvoir le développement rural qu'à améliorer la situation des citoyens pauvres, en développant les services, notamment dans les domaines de l'éducation, des transports, de la santé et de la planification familiale, en renforçant la réglementation sur l'occupation des sols et en facilitant l'acquisition de titres fonciers. En s'installant dans les villes, les migrants des zones rurales, indépendamment de leur degré de pauvreté, bénéficient de possibilités inexistantes dans leur communauté d'origine, et sont plus susceptibles de contribuer à la

---

<sup>4</sup> Martin Ravallion, « La pauvreté urbaine », *Finance et Développement*, septembre 2007.

croissance économique. L'accélération de l'urbanisation devrait donc permettre de réduire globalement la pauvreté, surtout si elle est portée par le dynamisme économique des établissements urbains et favorisée par des mesures adéquates. Ce processus ne doit pas être entravé.

## II. Taux et tendances de la répartition de la population

### A. Urbanisation et croissance

9. En 2008, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, la moitié de la population mondiale devrait vivre en milieu urbain. Il subsiste toutefois de grandes disparités entre les taux d'urbanisation des différents pays et régions (voir tableau 1 et figure I). Les premières régions à se transformer, qui sont aujourd'hui les plus développées du monde, ont atteint des taux élevés d'urbanisation (plus de 80 % en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Amérique du Nord). L'Europe est le continent le moins urbanisé du monde développé : 72 % de la population européenne vit en milieu urbain. Parmi les régions moins développées, l'Amérique latine et les Caraïbes affichent un taux exceptionnellement élevé en la matière (78 %), qui dépasse celui de l'Europe. L'Afrique et l'Asie, par contre, restent essentiellement rurales, avec 38 % et 41 % de leurs populations respectives qui vivent dans des zones urbaines. Il faut toutefois noter que la moitié de la population urbaine mondiale vivait en Asie en 2007. L'Europe occupait la deuxième place avec 16 %.

10. Ces prochaines décennies, on s'attend à ce que l'urbanisation se poursuive sur tous les continents. Elle sera plus marquée en Afrique et en Asie, même si elle devrait ralentir par rapport aux années précédentes (voir tableau 1). Néanmoins, d'ici à 2050, l'Afrique, l'Asie et les pays d'Océanie en développement devraient être moins urbanisés que les régions plus développées d'Amérique latine et des Caraïbes. Globalement, la population mondiale devrait être urbaine à 70 % en 2050. À cette époque, l'Asie concentrera la majeure partie de la population urbaine mondiale (54 %), précédant l'Afrique (19 %).

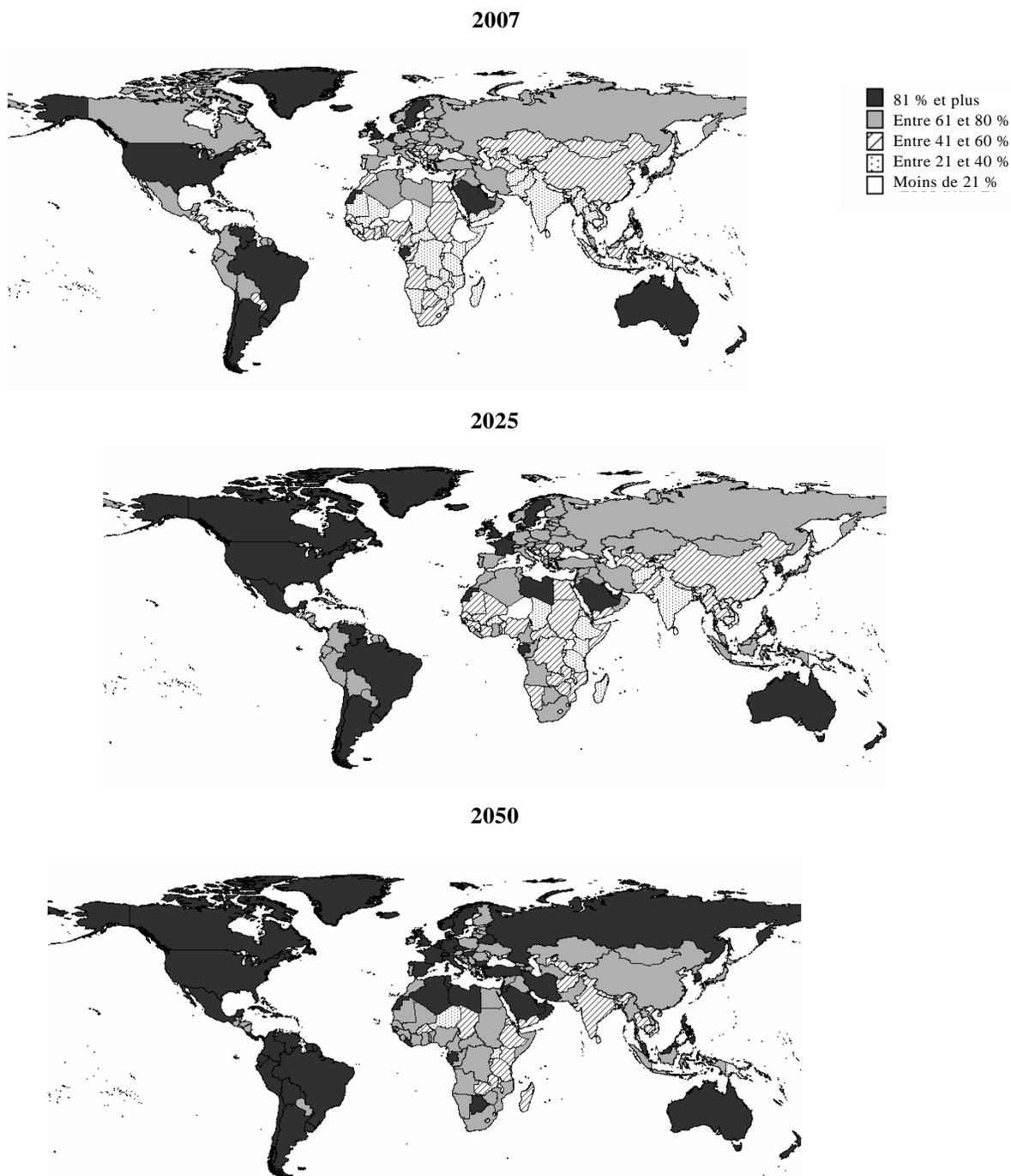
Tableau 1  
Évolution des populations urbaine et rurale, 1950-2050

	1950	1975	2007	2025	2050	1950-1975	1975-2007	2007-2025	2025-2050
	<i>Population urbaine (millions)</i>					<i>Taux de croissance de la population urbaine (pourcentage)</i>			
Monde entier	737	1 519	3 294	4 584	6 398	2,9	2,4	1,8	1,3
Régions développées	427	702	910	995	1 071	2,0	0,8	0,5	0,3
Régions moins développées	310	817	2 384	3 590	5 327	3,9	3,3	2,3	1,6
Pays les moins avancés	15	53	225	452	967	5,0	4,5	3,9	3,0
Afrique	33	107	373	658	1 234	4,8	3,9	3,1	2,5
Asie	237	574	1 645	2 440	3 486	3,5	3,3	2,2	1,4
Amérique latine et Caraïbes	69	198	448	575	683	4,2	2,5	1,4	0,7
Amérique du Nord	110	180	275	337	401	2,0	1,3	1,1	0,7
Europe	281	444	528	545	557	1,8	0,5	0,2	0,1
Océanie	8	15	24	30	37	2,6	1,4	1,2	0,9

	1950	1975	2007	2025	2050	1950-1975	1975-2007	2007-2025	2025-2050
	<i>Population rurale (millions)</i>					<i>Taux de croissance de la population rurale (pourcentage)</i>			
Monde entier	1 798	2 558	3 377	3 426	2 793	1,4	0,9	0,1	-0,8
Régions développées	386	346	313	264	174	-0,4	-0,3	-0,9	-1,7
Régions moins développées	1 412	2 211	3 064	3 162	2 619	1,8	1,0	0,2	-0,8
Pays les moins avancés	185	305	580	734	775	2,0	2,0	1,3	0,2
Afrique	192	309	592	736	764	1,9	2,0	1,2	0,1
Asie	1 174	1 820	2 384	2 339	1 780	1,8	0,8	-0,1	-1,1
Amérique latine et Caraïbes	98	126	124	113	87	1,0	-0,1	-0,5	-1,1
Amérique du Nord	62	64	63	56	44	0,1	0,0	-0,7	-1,0
Europe	267	232	204	170	107	-0,6	-0,4	-1,0	-1,8
Océanie	5	6	10	12	11	0,9	1,6	0,8	0,0
	<i>Pourcentage de citoyens</i>					<i>Taux d'urbanisation (pourcentage)</i>			
Monde entier	29,1	37,3	49,4	57,2	69,6	1,0	0,9	0,8	0,8
Régions développées	52,5	67,0	74,4	79,0	86,0	1,0	0,3	0,3	0,3
Régions moins développées	18,0	27,0	43,8	53,2	67,0	1,6	1,5	1,1	0,9
Pays les moins avancés	7,5	14,8	27,9	38,1	55,5	2,7	2,0	1,7	1,5
Afrique	14,5	25,7	38,7	47,2	61,8	2,3	1,3	1,1	1,1
Asie	16,8	24,0	40,8	51,1	66,2	1,4	1,7	1,2	1,0
Amérique latine et Caraïbes	41,4	61,1	78,3	83,5	88,7	1,6	0,8	0,4	0,2
Amérique du Nord	63,9	73,8	81,3	85,7	90,2	0,6	0,3	0,3	0,2
Europe	51,2	65,7	72,2	76,2	83,8	1,0	0,3	0,3	0,4
Océanie	62,0	71,5	70,5	71,9	76,4	0,6	0,0	0,1	0,2

Source : *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*, Nations Unies (à paraître).

Figure I  
 Pourcentage de citoyens, 2007, 2025 et 2050



Source : Département des affaires économiques et sociales, Division de la population : World Population Prospects DEMOBASE, données extraites en 2007.

Note : Les frontières indiquées sur la présente carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Organisation des Nations Unies.

11. La population urbaine est fortement concentrée dans un petit nombre de pays (voir tableau 2). En 2007, les trois quarts des 3,3 milliards de citoyens du monde vivaient dans 25 pays, dont les populations urbaines étaient comprises entre 29 millions d'habitants pour l'Afrique du Sud et 561 millions pour la Chine. La Chine, l'Inde et les États-Unis d'Amérique représentaient 35 % de la population urbaine mondiale. La plupart des 25 pays qui comptent les populations urbaines les plus importantes sont fortement urbanisés, mais 7 ont des taux d'urbanisation compris entre 26 % et un peu plus de 50 %. Il s'agit de certains des pays les plus peuplés du monde : Bangladesh, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Nigéria et Pakistan.

12. La plupart des pays ont des populations urbaines réduites. En 2007, les deux tiers des 229 pays ou régions examinés comptaient moins de 5 millions de citoyens et représentaient 5,8 % de la population urbaine mondiale. Parmi eux, 60 % comptaient moins d'un million de citoyens et représentaient 0,6 % de la population urbaine mondiale. En 2050, la moitié seulement des pays ou régions devraient compter moins de 5 millions de citoyens et représenter 2 % à peine de la population urbaine mondiale.

13. Entre 2007 et 2025, la population urbaine mondiale devrait s'accroître de 1,3 milliard d'habitants. Cette augmentation devrait être pour 36 % le fait de la Chine (plus 261 millions) et de l'Inde (plus 197 millions), et pour 29 % de neuf autres pays qui devraient compter entre 20 et 62 millions de citoyens supplémentaires (le Nigéria et la République démocratique du Congo en Afrique; le Bangladesh, l'Indonésie, le Pakistan et les Philippines en Asie; le Brésil et le Mexique en Amérique latine; et les États-Unis d'Amérique). Parmi ces derniers, les pays d'Afrique et d'Asie connaîtront des taux élevés de croissance de la population urbaine, supérieurs à 2 % voire 3 % par an (voir tableau 2). On prévoit une nouvelle augmentation, de 1,8 milliard d'habitants à l'échelle mondiale, entre 2025 et 2050, augmentation dont l'Inde sera la première responsable (377 millions), devant la Chine (205 millions). Ces deux pays devraient représenter 32 % de la croissance urbaine pendant cette période. Le Bangladesh, le Nigéria, le Pakistan et la République démocratique du Congo devraient, ensemble, y contribuer à hauteur de 17 %, soit 309 millions d'habitants. En 2050, la Chine aura toujours la population urbaine la plus importante du monde (1 milliard), devant l'Inde (900 millions).

14. Ces prochaines décennies, la croissance démographique mondiale sera en grande partie déterminée par celle des zones urbaines des pays en développement (voir figures II et III). Autour de 2019, lorsque la population rurale mondiale aura atteint les 3,5 milliards d'habitants, on s'attend à ce qu'elle commence à reculer, en raison du début d'un lent déclin de la population rurale dans les régions moins développées. Les régions plus développées, où ce déclin a commencé dans les années 1960, ne gagneront que 85 millions de citoyens entre 2007 et 2050. Dans quelques pays développés, la population urbaine va même reculer (Fédération de Russie et Ukraine, par exemple). La croissance annuelle de la population urbaine dans les régions moins développées, de 62 millions d'habitants à l'heure actuelle, devrait culminer autour de 2030 à 72 millions, avant de retomber à 63 millions d'ici à 2050. En comparaison, les régions développées ne gagneront qu'entre 2 et 3 millions de citoyens par an.

Tableau 2  
Pays représentant 75 % de la population urbaine mondiale en 2007

Pays	Population rurale (millions)	Population urbaine (millions)	Proportion population urbaine	Pourcentage de la population urbaine mondiale	Pourcentage cumulé	Taux de croissance en % (2007-2025)	Population urbaine en 2025 (millions)
<b>Monde entier</b>	3 377	3 294	49,4	100,0	100,0	1,8	4 584
1 Chine	767	561	42,2	17,0	17,0	2,1	822
2 Inde	828	341	29,2	10,4	27,4	2,5	538
3 États-Unis d'Amérique	57	249	81,4	7,6	35,0	1,1	305
4 Brésil	28	163	85,2	5,0	39,9	1,3	207
5 Indonésie	115	117	50,4	3,5	43,5	2,4	179
6 Fédération de Russie	39	104	72,8	3,2	46,6	-0,4	96
7 Japon	43	85	66,3	2,6	49,2	0,1	86
8 Mexique	25	82	76,9	2,5	51,7	1,2	102
9 Nigéria	78	71	47,6	2,1	53,8	3,3	127
10 Allemagne	22	61	73,5	1,8	55,7	0,1	62
11 Pakistan	105	58	35,7	1,8	57,4	3,2	104
12 Philippines	31	57	64,2	1,7	59,2	2,4	86
13 Royaume-Uni	6	55	89,9	1,7	60,8	0,5	60
14 Turquie	24	51	68,2	1,6	62,4	1,6	68
15 Iran (République islamique d')	23	48	68,0	1,5	63,8	1,8	67
16 France	14	48	77,1	1,4	65,3	0,7	54
17 Bangladesh	116	42	26,6	1,3	66,6	3,3	77
18 Italie	19	40	67,9	1,2	67,8	0,3	42
19 République de Corée	9	39	81,3	1,2	69,0	0,4	42
20 Argentine	3	36	91,8	1,1	70,1	1,0	43
21 Colombie	12	34	74,2	1,0	71,1	1,4	44
22 Espagne	10	34	77,0	1,0	72,1	0,5	38
23 Égypte	43	32	42,6	1,0	73,1	2,0	46
24 Ukraine	15	31	67,9	1,0	74,1	-0,5	28
25 Afrique du Sud	19	29	60,2	0,9	75,0	1,2	36

Source : *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*, Nations Unies (à paraître).

Figure II  
**Croissance des populations urbaine et rurale dans le monde  
 et dans les régions développées et moins développées, 1950-2050**

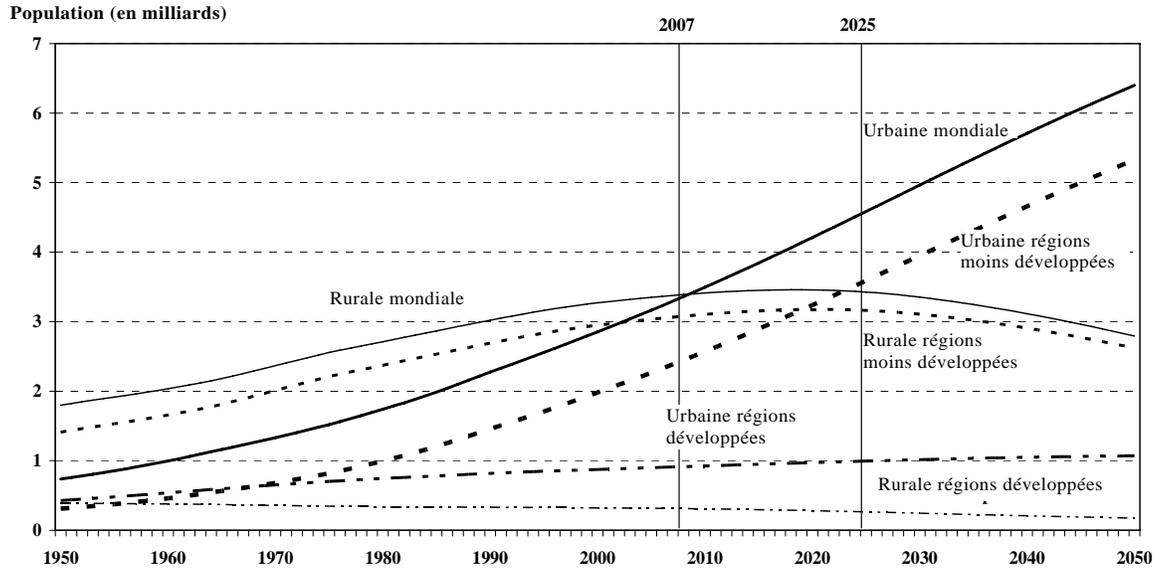
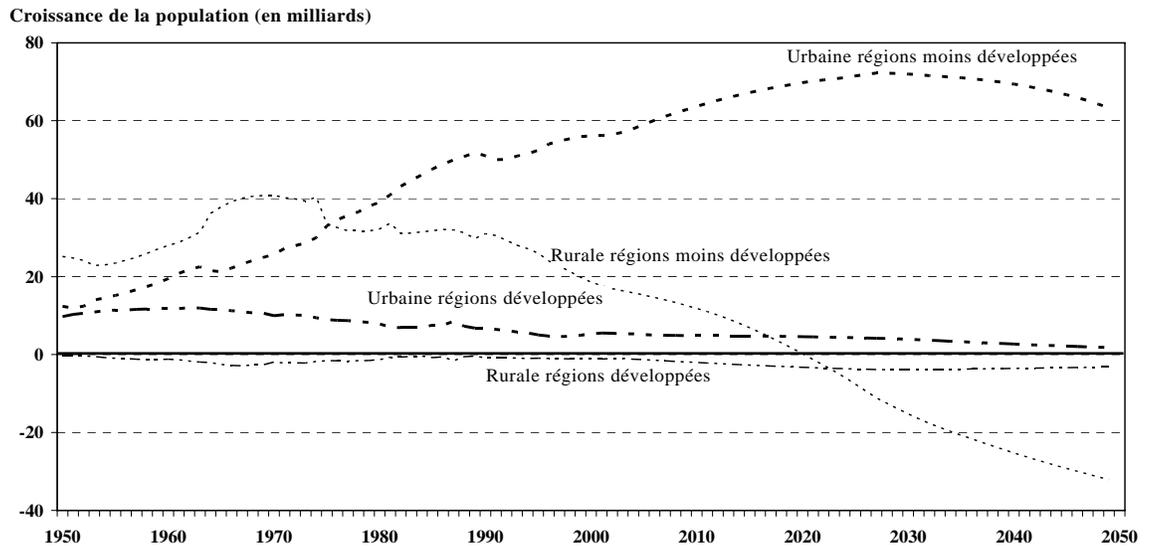


Figure III  
**Croissance annuelle des populations urbaine et rurale  
 dans les régions développées et moins développées, 1950-2050**



## B. Évolution de la population rurale

15. En 2007, 3,4 milliards de personnes vivaient dans des zones rurales (voir tableau 1). Contrairement à la population urbaine, la population rurale croît lentement l'échelle mondiale et est en déclin dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique et de l'Océanie. L'Asie, qui compte 2,4 milliards de ruraux, représente 70,6 % de la population rurale mondiale. L'Afrique, avec ses 600 000 ruraux, en représente 17,5 %, et toutes les autres régions en représentent globalement 12 %. En 2050, la population rurale de l'Afrique aura augmenté de 29 % pour atteindre pratiquement 800 millions d'habitants, c'est-à-dire 27 % du total, et celle de l'Asie aura sensiblement diminué pour n'être plus que 1,8 milliard, soit 64 % de la population rurale mondiale. Par conséquent, dans les prochaines décennies, seulement 1 habitant rural sur 10 vivra ailleurs qu'en Afrique ou en Asie.

16. Plus encore que la population urbaine, la population rurale est concentrée dans quelques pays. En 2007, 75 % de la population rurale mondiale étaient concentrés dans 18 pays qui, à l'exception de trois d'entre eux (États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Japon), étaient tous situés en Afrique ou en Asie. L'Inde a la plus forte population rurale (828 millions d'habitants), suivie par la Chine (767 millions). Ces deux pays représentent ensemble 47 % de la population rurale mondiale. Viennent ensuite le Bangladesh, l'Indonésie et le Pakistan, chacun comptant plus de 100 millions de ruraux. En Afrique, les plus fortes populations rurales se trouvent au Nigéria (78 millions), en Éthiopie (69 millions), en Égypte (43 millions), en République démocratique du Congo (42 millions), en République-Unie de Tanzanie (30 millions) et au Kenya (30 millions). De 2007 à 2025, la population rurale devrait augmenter de 1 % par an dans la plupart de ces pays, à l'exception du Nigéria. Parmi les pays asiatiques fortement peuplés, ce sera le Pakistan qui enregistrera le plus fort taux de croissance (0,8 % par an). Par contre, 8 des 18 pays à forte population rurale connaîtront un déclin, qui sera particulièrement rapide en Chine, en Indonésie, au Japon, en Fédération de Russie et aux États-Unis.

17. En 2025, la population rurale de l'Inde aura atteint pratiquement son maximum, soit 909 millions d'habitants, pour retomber, en 2050, à 743 millions d'habitants. En Chine, la population rurale sera en déclin constant au cours des prochaines décennies, pour n'être plus que 382 millions d'habitants en 2050, soit environ la moitié de son niveau actuel. Dans la plupart des autres pays à forte population rurale, celle-ci devrait atteindre son maximum après 2020. L'Éthiopie, le Nigéria et la République démocratique du Congo devraient compter entre 27 millions et 37 millions de ruraux de plus en 2050, alors que l'Indonésie devrait en compter 53 millions en moins.

18. Comme dans le cas de la population urbaine, la majorité des pays ont une population rurale peu importante : en 2007, 69 % des 229 pays ou territoires considérés ne comptaient pas plus de 5 millions d'habitants ruraux, soit 4,8 % de la population rurale mondiale. Les trois quarts d'entre eux verront probablement leur population rurale décroître entre 2007 et 2050.

## C. Taille et croissance des villes

19. Aujourd'hui, les 3,4 milliards d'urbains se répartissent de façon inégale dans des agglomérations de différentes tailles. Lorsqu'il est question d'urbanisation,

l'attention se porte souvent sur les grandes villes, celles qui comptent plus d'habitants que bien de pays. Naturellement, ces villes ou agglomérations se trouvent en général dans les pays fortement peuplés. En 2007, 19 agglomérations étaient considérées comme des mégalo-poles car elles comptaient au moins 10 millions d'habitants (voir tableau 3). La plus peuplée, Tokyo, a près de 36 millions d'habitants, mais elle englobe tous les districts densément peuplés limitrophes de Tokyo-to (ku-bu), plus ceux de 87 villes des environs, dont Yokohama, Kawasaki et Chiba, qui sont elles-mêmes des villes importantes. Le terme agglomération urbaine est utilisé pour désigner un établissement fréquemment constitué de plusieurs unités distinctes situées près les unes des autres et ayant entre elles des liens fonctionnels.

20. Outre Tokyo, l'Asie compte 10 autres mégalo-poles, alors qu'il n'y en a que quatre en Amérique latine, deux en Amérique du Nord, une en Afrique et une en Europe. Onze de ces mégalo-poles sont des capitales. D'ici à 2025, il y en aura huit autres, soit 27 en tout. L'Asie en aura cinq en plus, l'Afrique deux et l'Europe une. Malgré leur rayonnement et leur dynamisme, les mégalo-poles ne représentent qu'une petite portion, bien que croissante, de la population urbaine mondiale, soit 8 % en 2005 et 10 % en 2025 (voir figure IV).

21. La catégorie suivante, celle des villes ayant entre 5 millions et 10 millions d'habitants, comptait 31 villes en 2005 et en comptera probablement 48 en 2025, mais elle ne représentait en 2005 et ne représentera en 2025 que 7 % de la population urbaine mondiale. Les trois quarts de ces « mégalo-poles en devenir » se trouvent dans les pays en développement.

Tableau 3  
**Population des mégalo-poles dans le monde, 1975-2025**

(En millions d'habitants)

	Ville	1975	Ville	2007	Ville	2015	Ville	2025
1	Tokyo	26,6	Tokyo	35,7	Tokyo	36,4	Tokyo	36,4
2	New York-Newark	15,9	New York-Newark	19,0	Mumbai (Bombay)	21,9	Mumbai (Bombay)	26,4
3	Mexico City	10,7	Mexico City	19,0	São Paulo	20,5	Delhi	22,5
4			Mumbai (Bombay)	19,0	Mexico City	20,2	Dhaka	22,0
5			São Paulo	18,8	New York-Newark	20,0	São Paulo	21,4
6			Delhi	15,9	Delhi	18,7	Mexico City	21,0
7			Shanghai	15,0	Shanghai	17,2	New York-Newark	20,6
8			Kolkata (Calcutta)	14,8	Kolkata (Calcutta)	17,0	Kolkata (Calcutta)	20,6
9			Dhaka	13,5	Dhaka	17,0	Shanghai	19,4
10			Buenos Aires	12,8	Karachi	14,9	Karachi	19,1
11			Los Angeles <sup>a</sup>	12,5	Le Caire	13,5	Kinshasa	16,8
12			Karachi	12,1	Buenos Aires	13,4	Lagos	15,8
13			Le Caire	11,9	Los Angeles <sup>a</sup>	13,2	Le Caire	15,6
14			Rio de Janeiro	11,7	Beijing	12,8	Manille	14,8
15			Osaka-Kobe	11,3	Manille	12,8	Beijing	14,5
16			Beijing	11,1	Rio de Janeiro	12,8	Buenos Aires	13,8

Ville	1975	Ville	2007	Ville	2015	Ville	2025
17		Manille	11,1	Lagos	12,4	Los Angeles <sup>a</sup>	13,7
18		Moscou	10,5	Osaka-Kobe	11,4	Rio de Janeiro	13,4
19		Istanbul	10,1	Kinshasa	11,3	Jakarta	12,4
20				Istanbul	11,2	Istanbul	12,1
21				Jakarta	10,8	Guangzhou <sup>b</sup>	11,8
22				Moscou	10,5	Osaka-Kobe	11,4
23				Guangzhou <sup>b</sup>	10,4	Moscou	10,5
24				Paris	10,0	Lahore	10,5
25						Shenzhen	10,2
26						Chennai (Madras)	10,1
27						Paris	10,0

Source : *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*, Nations Unies (à paraître).

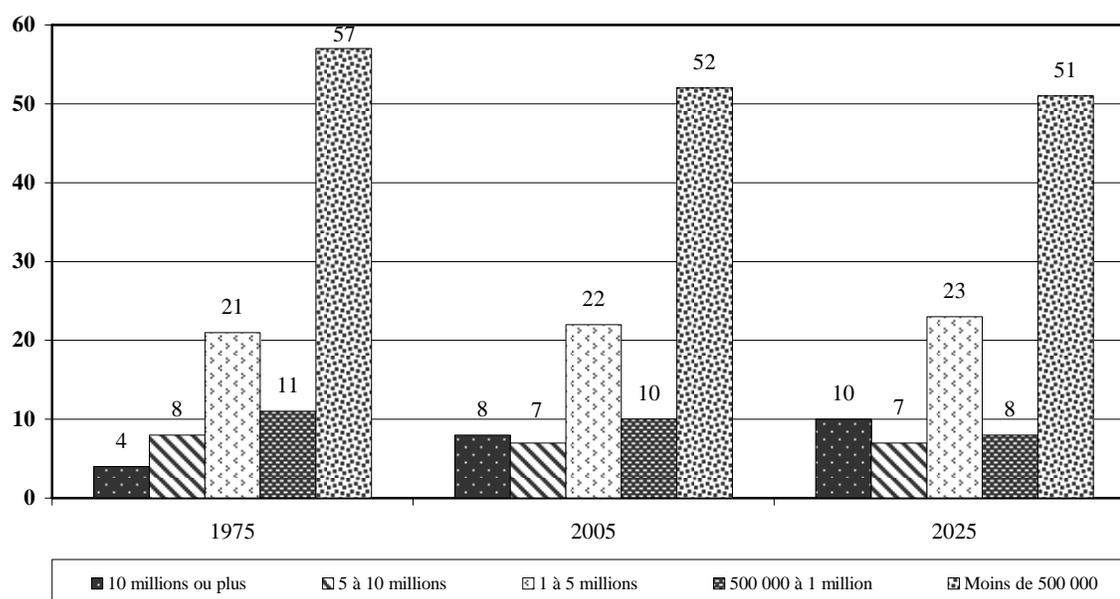
<sup>a</sup> Los Angeles-Long Beach-Santa Ana.

<sup>b</sup> Guangzhou, province de Guangdong.

Figure IV

#### Répartition de la population urbaine mondiale par taille de ville, 1975, 2005 et 2025

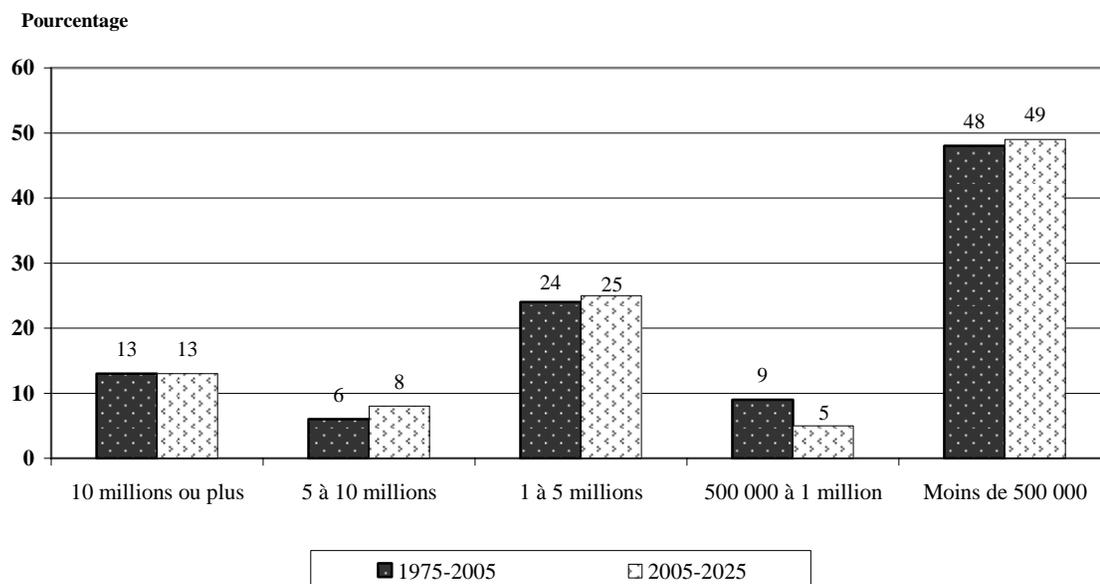
##### Pourcentage de la population urbaine



22. Les villes qui ont entre 1 et 5 millions d'habitants sont beaucoup plus nombreuses (361 en 2005, 526 en 2025) et représentaient, en 2005, 22 % de la population urbaine mondiale. Les villes un peu plus petites, qui comptent entre 500 000 et 1 million d'habitants, sont également nombreuses (448 en 2005, 551 en 2025), mais parce qu'elles ont une petite population, elles ne représentent que 10 % de la population urbaine mondiale. Avec le temps, les villes changent de catégorie; par conséquent, la part représentée par ces deux catégories devra diminuer un peu, passant de 32 % en 2005 à 31 % en 2025.

23. Les villes de différentes tailles examinées jusqu'à présent concentrent 48 % de la population urbaine, ce qui veut dire que les petites villes en concentrent plus de la moitié. On n'a pas répertorié toutes les petites villes, car beaucoup n'ont que quelques milliers d'habitants, mais l'accroissement de la population urbaine mondiale résulte en grande partie de l'accroissement de la population de petits centres urbains. Entre 1975 et 2005, 48 % de l'accroissement de la population urbaine mondiale résultait de l'accroissement de la population des petites villes (voir figure V), et cette proportion devra rester à peu près la même jusqu'en 2025. Pour leur part, les grandes villes, y compris les mégalo-poles, représentent environ un cinquième de l'accroissement démographique urbain, et les villes de taille moyenne un tiers.

Figure V  
Proportion de l'accroissement de la population urbaine mondiale selon la taille des villes, 1978-2005 et 2005-2025



24. En chiffres absolus, l'urbanisation s'étend plus rapidement au niveau des petites villes (voir tableau 4). Entre 2005 et 2025, les petites villes devraient gagner près de 700 millions d'habitants, les villes moyennes (de 500 000 à 5 millions d'habitants), un peu plus de 400 millions, et les grandes villes (5 millions d'habitants ou plus), 300 millions. L'apparition de nouveaux établissements urbains, localités rurales devenues de petites villes, y est pour beaucoup.

Tableau 4  
**Population urbaine par taille de ville, 1975, 2005 et 2025**

	Population urbaine mondiale (millions)			Accroissement (millions)		Taux d'accroissement (pourcentage)	
	1975	2005	2025	1975-2005	2005-2025	1975-2005	2005-2025
Population urbaine mondiale	1 519	3 165	4 584	1 646	1 420	2,45	1,85
<b>Taille de ville</b>							
10 millions et plus	53	268	447	215	179	5,39	2,55
5 à 10 millions	117	217	337	100	119	2,06	2,19
1 à 5 millions	317	711	1 060	394	349	2,69	2,00
500 000 à 1 million	168	314	390	147	75	2,10	1,07
Moins de 500 000	863	1 653	2 351	790	698	2,17	1,76

Source : *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*, Nations Unies (à paraître).

25. Par rapport à la taille de leur population initiale, les villes qui croissent le plus rapidement sont les mégalo-poles, dont le nombre d'habitants augmente souvent par bond de 10 millions au moins. Cependant, à mesure que le nombre de mégalo-poles augmente, leur taux d'accroissement démographique diminue. Ainsi, de 5,4 % par an entre 1975 et 2005, leur taux d'accroissement moyen devrait tomber à 2,6 % de 2005 à 2025. Parce qu'elles ont une population importante, les mégalo-poles tendent à croître plus lentement que les villes moins peuplées. Il y a pourtant des exceptions : Dhaka, dont la population devrait augmenter de 3,3 % par an entre 2005 et 2010, Delhi (2,5 %) et Karachi (2,4 %). Toutes les autres mégalo-poles d'Afrique et d'Asie ont un taux de croissance annuel allant de 1,6 % à 2,0 %, et celles des autres régions, un taux inférieur à 1,4 %. Par contre, il y a 176 autres villes d'au moins 750 000 habitants qui croissent à un rythme annuel de 2,5 % ou plus.

### III. Migrations internes

#### A. Les migrations et les facteurs de la croissance urbaine

26. La répartition de la population dépend de l'augmentation ou de la diminution du nombre d'habitants dans les agglomérations (la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès, appelée accroissement naturel), des migrations internes et du reclassement de localités rurales en centres urbains. Les taux de fécondité étant habituellement plus bas dans les zones urbaines que dans les zones rurales, l'accroissement naturel tend également à être moins important en termes relatifs dans les zones urbaines, ce qui veut dire que l'accroissement rapide de la

population urbaine par rapport à la population rurale résulte des migrations des ruraux vers les villes et du reclassement de zones rurales en zones urbaines. Toutefois, la part de l'accroissement naturel peut être significative, en particulier dans les pays à forts taux de fécondité et à accroissement démographique rapide.

27. Sur les 113 pays en développement qui comptaient plus d'un million d'habitants en 2007, on a pu établir des estimations sur la contribution de l'accroissement naturel d'une part, et des migrations vers la ville et du reclassement des zones rurales, de l'autre, pour 62 pays durant les années 80 et pour 34 pays durant les années 90. On dispose de données pour au moins deux tiers des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour ces deux décennies. Les données sont plus rares pour les pays asiatiques et encore plus pour les pays africains. Toutefois, selon les données dont on dispose, dans au moins trois quarts des pays de chaque région, plus de la moitié de l'accroissement de la population urbaine durant les années 80 résultait de l'accroissement naturel. C'était également le cas dans les années 90 pour 6 des 8 pays d'Afrique, 7 des 11 pays d'Asie et 12 des 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes considérés.

28. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pour la plupart desquels on dispose de données remontant aux années 60, l'accroissement naturel tend à jouer une part de plus en plus importante, bien que les taux de fécondité soient en baisse<sup>5</sup>. Les niveaux élevés d'urbanisation atteints par ces pays en sont une des causes. En Afrique et en Asie, le manque de données pour la plupart des pays ne permet pas de dégager des tendances, mais dans les années 80, plus de 70 % de l'accroissement de la population urbaine d'un quart des pays d'Afrique et de la moitié des pays d'Asie était dû à l'accroissement naturel.

29. Parmi les quelques pays où l'accroissement de la population urbaine résulte des migrations et du reclassement de zones rurales, deux se détachent nettement : la Chine et l'Indonésie. En Chine, ces deux facteurs seraient à l'origine de plus de 70 % de l'accroissement de la population urbaine dans les années 80 et d'environ 80 % dans les années 90. Comme les estimations sont établies à partir des données de recensements et que les définitions du terme « urbain » utilisées dans les recensements chinois ont changé, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence car ils signifient probablement que l'accroissement de la population urbaine résulte pour une grande part du reclassement des zones rurales. En Indonésie, la part de l'accroissement naturel dans l'accroissement de la population urbaine n'a cessé de diminuer, passant de près de 70 % dans les années 60 à 32 % dans les années 90.

30. En un mot, selon les données disponibles, dans la majorité des pays, l'accroissement de la population urbaine serait plus le résultat de l'accroissement naturel que des migrations et du reclassement des zones rurales combinés. Quelques-uns des pays les plus peuplés du globe font pourtant exception, ce qui laisse penser que chaque pays doit tenir compte de sa situation spécifique pour pouvoir faire face à cette croissance démographique.

---

<sup>5</sup> « Panorama social de l'Amérique latine », document d'information, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

## **B. Migrations internes, développement et caractéristiques des migrants**

31. Selon la théorie économique, les travailleurs migrent des régions à bas salaire vers celles à haut salaire dans l'espoir de gagner plus, en misant sur leur capital humain et sur les chances de trouver un emploi là où ils vont. Vu sous cet angle, l'exode rural devrait être la forme la plus probable de migration, étant donné les écarts de salaires qui existent habituellement entre zones rurales et zones urbaines. C'est également un moyen pour les ménages ruraux de s'assurer contre un certain nombre de risques et, en l'absence d'un marché du crédit efficient, de pouvoir investir (dans les semences, les engrais, l'éducation) grâce aux envois de fonds. La majeure partie des analyses des migrations internes dans les pays en développement repose sur ces hypothèses. Toutefois, la réalité montre que, contrairement à ce que l'on pensait, dans beaucoup de pays, l'exode rural n'est pas la forme de migration la plus répandue.

32. Suivant le degré d'urbanisation, ce sont les déplacements d'une zone rurale à une autre ou d'une zone urbaine à une autre qui priment. Grâce aux données sur les migrants récents (personnes qui ont migré au cours des six années précédant l'enquête) obtenues des enquêtes démographiques et sanitaires, on a pu évaluer l'importance des différentes formes de migration. Dans 26 des 46 pays pour lesquels on dispose de données sur les femmes migrantes, la migration rurale-rurale est la forme la plus répandue, surtout en Afrique. La migration interurbaine prédomine dans 15 pays et est la plus marquée au Brésil, au Pérou, en Colombie, au Paraguay et en Bolivie. La migration rurale-urbaine domine en Colombie, en République dominicaine et en Haïti, et enfin la migration urbaine-rurale prédomine dans deux pays.

33. Chez les hommes, c'est la migration interurbaine qui prédomine dans 12 des 24 pays pour lesquels des données sont disponibles. Dans sept autres pays, qui sont pour la plupart des pays africains, c'est la migration rurale-rurale qui prédomine. La migration rurale-urbaine ne prédomine que dans un pays (Kazakhstan), alors que la migration urbaine-rurale est la forme de migration masculine la plus répandue au Burundi, au Kenya, au Mali et au Nigéria.

34. En général, la présence de femmes dans les flux de migrations internes est importante, bien que variable selon le sens des migrations. En Égypte et en Inde, par exemple, il y a plus de femmes que d'hommes dans les flux de migration rurale-rurale et la différence peut être considérable parfois. Au Brésil, au Honduras, aux Philippines et en Thaïlande, les femmes ont été nettement plus nombreuses que les hommes à migrer vers la ville. Si l'on se base sur les enquêtes démographiques et sanitaires pour comparer les proportions de femmes et d'hommes dans tous les types de déplacements, les femmes l'emportent dans la plupart des pays, encore que les écarts soient en général peu importants. Au Bangladesh, au Bénin, au Népal et au Pakistan, toutefois, il est supérieur à 10 %. Dans les pays d'Asie du Sud, cette différence s'explique par la coutume de marier les femmes à des hommes d'un autre village.

35. En analysant les données des enquêtes démographiques et sanitaires du point de vue de la région d'origine, on s'aperçoit que les personnes d'origine urbaine sont plus portées à migrer vers des zones urbaines que les personnes d'origine rurale. Toutefois, dans les pays où un grand nombre de personnes d'origine urbaine migrent vers d'autres villes, le nombre de ruraux qui migrent vers les villes est également souvent important. Dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, les hommes ruraux

sont plus nombreux que les femmes rurales à migrer vers les villes. L'inverse vaut pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où les femmes rurales sont plus nombreuses que les hommes ruraux à migrer vers la ville.

36. Les migrants n'appartiennent pas à n'importe quelle catégorie de la population. Leur niveau d'éducation est souvent supérieur à celui des non-migrants, quels que soient leur âge, leur lieu de résidence pendant l'enfance et leur lieu de résidence au moment de leur départ. Selon les données des enquêtes démographiques et sanitaires, en Afrique et en Asie, les migrantes sont plus rarement analphabètes que les non-migrantes et ont en général un meilleur niveau d'études. Par contre, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les femmes migrantes ont un niveau d'études inférieur à celui des non-migrantes. En général, les hommes migrants ont un meilleur niveau d'études que les femmes migrantes, surtout en Afrique.

37. Les données sur la participation des migrants et des non-migrants à la population active présentent un tableau mitigé. Une fois pris en compte l'âge, le lieu de résidence pendant l'enfance et le lieu de résidence au moment du départ, on ne relève pas une grande différence, en particulier chez les hommes. Parmi les pays où il y a une différence marquée, on dénombre autant de cas où la participation des migrants est plus importante que de cas contraires. Dans le cas des emplois qualifiés non manuels, les différences sont plus nettes : dans la plupart des pays, les hommes qui migrent ont plus de chances de trouver un emploi qualifié que les non-migrants, et il en est de même pour les femmes en Afrique et dans plusieurs autres pays d'Asie. Dans les pays d'Amérique latine et aux Philippines, où depuis toujours les femmes migrent à la recherche d'un emploi non qualifié, les migrantes ont moins de chances que les non-migrantes de trouver un emploi qualifié.

38. En Amérique latine, l'étude de la situation de 13 pays à l'aide de données de recensement montre que, vers 2000, les migrants récents des deux sexes avaient plus de chances d'être économiquement actifs que les non-migrants<sup>5</sup>. Toutefois, dans tous les pays considérés sauf deux, le taux de chômage était plus élevé chez les migrants que chez les non-migrants, bien que dans la plupart des cas l'écart ne dépassait pas un point de pourcentage.

39. Avec les données des enquêtes démographiques et sanitaires, on a établi un indice de la pauvreté des ménages en fonction des appareils électroménagers qu'ils possèdent et de leurs conditions de logement pour déterminer si les ménages de migrantes récentes sont dans l'ensemble plus pauvres que les ménages de non-migrantes. Les résultats n'ont montré qu'une légère différence<sup>6</sup>. La différence est également peu importante entre ménages de migrants et de non-migrants pour ce qui de l'accès aux services (eau, assainissement et électricité).

40. En un mot, la migration interne a diverses caractéristiques. Les migrants sont souvent des personnes qui ont un certain niveau d'études et de compétences et qui ont ainsi plus de chances de réussir là où ils vont. Les migrants dans les zones urbaines ne viennent pas nécessairement de la campagne et ne doivent pas être assimilés aux pauvres urbains. En général, les migrants ont accès à davantage de possibilités et peuvent envoyer de l'argent à leurs familles. Par ailleurs, la migration interne favorise la redistribution de la main-d'œuvre entre les emplois à faible et à haute productivité dans le cas des migrations rurales-urbaines, ou entre les différents

---

<sup>6</sup> Mark R. Montgomery *et al.*, *Cities Transformed* (Washington D.C., National Academics Press, 2003).

marchés du travail, dans le cas des migrations interurbaines ou rurales-rurales. Elle offre également aux femmes de nouvelles perspectives, leur permettant de travailler en dehors du foyer et de devenir ainsi autonomes.

## VI. Répartition et vieillissement de la population

41. Les migrants sont souvent des jeunes. Les taux d'émigration rurale sont habituellement élevés chez les 15-29 ans. Par ailleurs, les niveaux de fécondité sont plus bas dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Dans les pays en développement, la fécondité totale dans les zones urbaines est d'environ un enfant par femme de moins que dans les zones rurales, bien que cette différence soit moindre en Asie du Sud-Est<sup>6</sup>. De plus, selon les données disponibles, la mortalité est en général plus basse dans les zones urbaines que dans les zones rurales, à l'exception peut-être des pays fortement touchés par le VIH/sida. Ces différences s'expliquent par le fait que la tendance à la baisse de la mortalité et de la fécondité a débuté plus tôt dans les zones urbaines. Par conséquent, s'il n'y avait pas de migration, le vieillissement de la population serait plus avancé dans les zones urbaines, et les rapports de dépendance économique des jeunes<sup>7</sup> et des personnes âgées<sup>8</sup> seraient plus faibles et plus élevés, respectivement, que dans les zones rurales. La migration rurale-urbaine ajoute des personnes en âge de travailler à la population urbaine en termes relatifs, ce qui augmente le dénominateur des deux rapports et les réduit du même coup.

42. Le graphique VI montre que, comme prévu, les rapports de dépendance des jeunes en 2005 sont toujours plus bas dans les zones urbaines que dans les zones rurales – de 15 % en Europe et de 30 % en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes – sauf en Amérique du Nord, où l'écart est très faible. Pour ce qui est des personnes âgées, il est, dans les cinq régions, plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Les écarts les plus importants entre les deux s'observent en Afrique, où le rapport de dépendance des personnes âgées est 30 % plus bas dans les zones urbaines que dans les zones rurales, et en Europe (21 %). Dans ces deux grandes régions, le pourcentage de personnes âgées de 60 ans ou plus est plus faible en zone urbaine que dans l'ensemble de la population. Il en est de même en Asie et en Amérique du Nord, bien que la différence soit plus faible. En Amérique latine et dans les Caraïbes, où la différence relative entre les rapports de dépendance des personnes âgées dans les zones urbaines et dans les zones rurales est la plus basse, le pourcentage de personnes âgées vivant dans les villes est plus élevé que dans l'ensemble de la population, principalement parce qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes dans les villes.

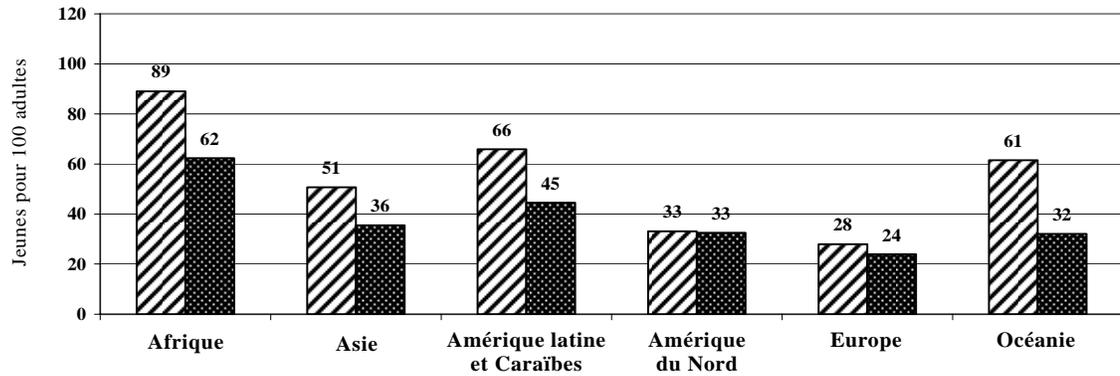
43. L'Océanie est un cas à part, car l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont toutes deux des pays fortement urbanisés, avec des populations âgées, alors que la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un pays rural, avec une population jeune. C'est pourquoi les taux de dépendance des jeunes dans les zones rurales et des personnes âgées dans les zones urbaines sont élevés, le premier étant similaire à celui observé en Amérique latine et dans les Caraïbes et le second à celui constaté en Amérique du Nord.

<sup>7</sup> Nombre d'enfants (moins de 15 ans) par groupe de 100 personnes en âge de travailler (15-59 ans).

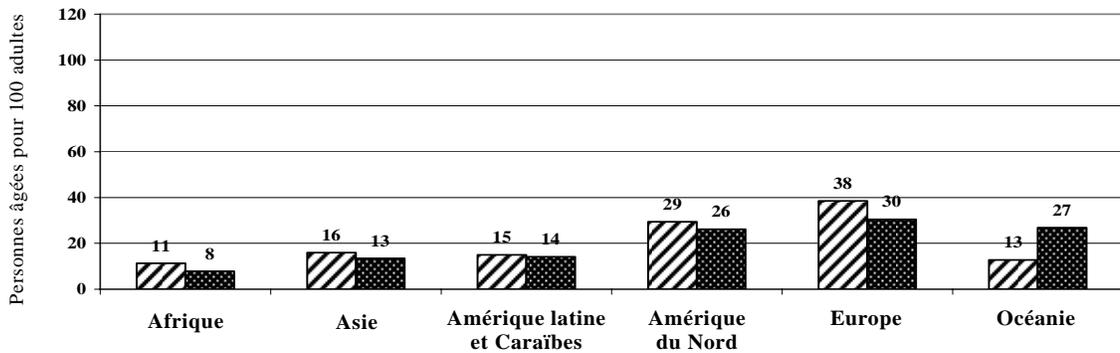
<sup>8</sup> Nombre de personnes ayant au moins 60 ans par groupe de 100 personnes en âge de travailler (15-59 ans)

Figure VI  
**Rapport de dépendance dans les zones urbaines et rurales par région, 2005**

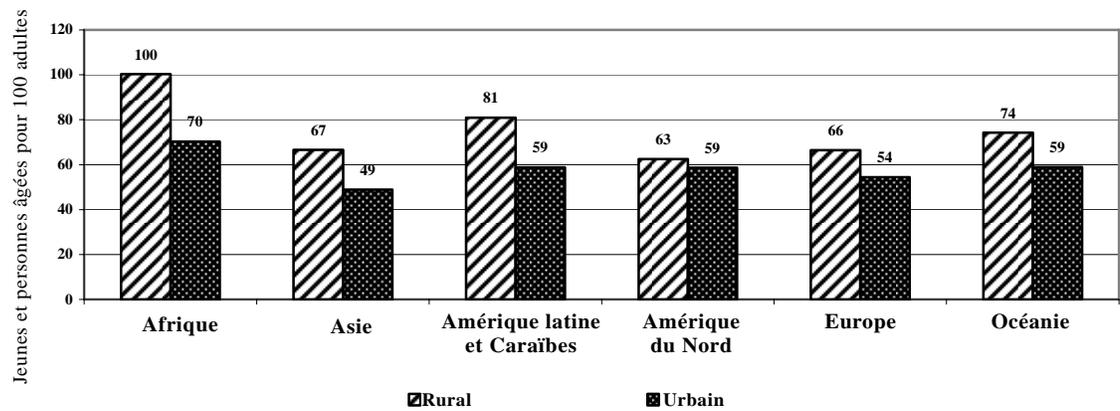
**Ratio de dépendance des enfants**



**Ratio de dépendance des personnes âgées**



**Ratio total de dépendance**



44. C'est dans les zones rurales d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes que les rapports de dépendance sont les plus élevés, allant de 74 à 100 personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler. En Asie, Europe et Amérique du Nord, ils sont compris entre 63 à 67 personnes à charge pour 100 actifs. En comparaison, le rapport de dépendance dans les zones urbaines est élevé en Afrique (70), et varie pour les autres régions entre 54 et 59. Il est particulièrement bas en Asie (49), dans une large mesure sous l'influence de la Chine. Un rapport de dépendance peu élevé favorise l'épargne et l'investissement. De ce fait, les zones urbaines sont mieux à même de tirer parti du développement économique. Par contre, les zones rurales sont en général désavantagées parce que leurs rapports de dépendance des jeunes comme des personnes âgées sont plus élevés que ceux des zones urbaines.

## V. La pauvreté dans un monde de plus en plus urbanisé

45. Une analyse de l'évolution de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales a été effectuée récemment en s'appuyant sur des données de 90 pays, qui ont permis dans les quatre cinquièmes des cas d'évaluer les tendances enregistrées de 1993 à 2002<sup>9</sup>. L'étude s'intéresse à deux types de mesure de la pauvreté : le pourcentage d'individus disposant d'au maximum un dollar de revenu par jour et le pourcentage de ceux qui en disposent tout au plus de deux. Les chiffres de la pauvreté en milieu urbain tiennent compte du fait que le coût de la vie y est plus élevé. L'étude confirme que la pauvreté dans le monde reste concentrée dans les zones rurales (75 % des pauvres y vivaient en 2002). La proportion de citoyens ayant un revenu de 1 dollar par jour a crû plus rapidement que le taux d'urbanisation de 1993 à 2002, ce qui n'était toutefois pas le cas des citoyens vivant avec 2 dollars par jour (voir tableau 5). Dans cette optique donc, rien ne prouve que l'urbanisation de la pauvreté se généralise.

46. En chiffres absolus, le nombre total de pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour a baissé de 98 millions de 1993 à 2002. Toutefois, cette diminution globale s'explique par une baisse de 148 millions en zones rurales, contrebalancée par un accroissement de 50 millions en milieu urbain. Le nombre de pauvres disposant de moins de 2 dollars de revenu par jour a évolué dans le même sens. Près de 77 % de la réduction du pourcentage total de pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour était dû à la baisse de la pauvreté en milieu rural et 19 % à l'urbanisation. Le recul de la pauvreté dans les campagnes résultait en partie, aussi, de l'exode rural qui contribue à améliorer les conditions de vie dans les campagnes grâce aux envois de fonds et au resserrement induit du marché du travail. L'urbanisation joue donc un rôle positif dans la réduction de la pauvreté en général, le plus souvent en contribuant à une croissance économique globale.

<sup>9</sup> Martin Ravallion, Shaohua Chen et Prem Sangraula « New evidence on the urbanization of global poverty » (Nouveaux éléments sur l'urbanisation de la pauvreté dans le monde), document de politique générale de la Banque mondiale, avril 2007.

Tableau 5  
Estimation du nombre de personnes vivant avec au plus 1 ou 2 dollars par jour

Région	Nombre de pauvres (en millions)			Pourcentage de pauvres (en millions)			Taux d'urbanisation	
	Total	Zones urbaines	Zones rurales	Total	Zones urbaines	Zones rurales	Pauvres	Population
<i>Pauvreté calculée sur la base d'un revenu de 1 dollar par jour en 2002</i>								
Asie orientale et Océanie	<b>234</b>	16	218	<b>13</b>	2	20	7	39
Europe orientale et Asie centrale	<b>7</b>	2	5	<b>2</b>	1	3	33	63
Amérique latine et Caraïbes	<b>65</b>	38	27	<b>12</b>	9	21	59	76
Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>6</b>	1	5	<b>2</b>	1	4	20	56
Asie du Sud	<b>542</b>	135	407	<b>39</b>	35	40	25	28
Afrique subsaharienne	<b>328</b>	99	229	<b>47</b>	40	51	30	35
<b>Total</b>	<b>1 181</b>	<b>291</b>	<b>890</b>	<b>23</b>	<b>13</b>	<b>30</b>	<b>25</b>	<b>42</b>
<i>Évolution de la pauvreté calculée sur la base d'un revenu de 1 dollar par jour entre 1993 et 2002</i>								
Asie orientale et Océanie	<b>(202)</b>	(13)	(189)	<b>(13)</b>	(3)	(16)	0	8
Europe orientale et Asie centrale	<b>(5)</b>	(4)	(1)	<b>(1)</b>	(1)	(1)	(16)	0
Amérique latine et Caraïbes	<b>10</b>	12	(2)	<b>0</b>	2	(1)	11	4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>1</b>	0	1	<b>0</b>	0	0	5	3
Asie du Sud	<b>43</b>	21	22	<b>(3)</b>	(3)	(3)	2	2
Afrique subsaharienne	<b>54</b>	32	22	<b>(2)</b>	0	(2)	6	5
<b>Total</b>	<b>(98)</b>	<b>50</b>	<b>(148)</b>	<b>(5)</b>	<b>(1)</b>	<b>(7)</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
<i>Pauvreté calculée sur la base d'un revenu de 2 dollars par jour en 2002</i>								
Asie orientale et Océanie	<b>835</b>	126	708	<b>46</b>	18	63	15	39
Europe orientale et Asie centrale	<b>64</b>	32	32	<b>14</b>	11	19	50	63
Amérique latine et Caraïbes	<b>169</b>	111	58	<b>32</b>	28	46	66	76
Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>68</b>	20	48	<b>24</b>	12	38	29	56
Asie du Sud	<b>1 177</b>	297	881	<b>84</b>	76	87	25	28
Afrique subsaharienne	<b>539</b>	168	371	<b>78</b>	69	82	31	35
<b>Total</b>	<b>2 851</b>	<b>752</b>	<b>2 099</b>	<b>55</b>	<b>34</b>	<b>70</b>	<b>26</b>	<b>42</b>
<i>Évolution de la pauvreté calculée sur la base d'un revenu de 2 dollars par jour entre 1993 et 2002</i>								
Asie orientale et Océanie	<b>(341)</b>	(73)	(268)	<b>(25)</b>	(21)	(22)	(2)	8
Europe orientale et Asie centrale	<b>(14)</b>	(12)	(2)	<b>(3)</b>	(4)	(1)	(6)	0
Amérique latine et Caraïbes	<b>33</b>	35	(2)	<b>2</b>	5	(1)	10	4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>11</b>	4	7	<b>0</b>	0	2	1	3
Asie du Sud	<b>165</b>	56	110	<b>(1)</b>	(3)	0	1	2
Afrique subsaharienne	<b>96</b>	57	39	<b>(2)</b>	2	(3)	6	5
<b>Total</b>	<b>(51)</b>	<b>65</b>	<b>(116)</b>	<b>(9)</b>	<b>(5)</b>	<b>(8)</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

Source : Martin Ravallion *et al.*, « New evidence on the urbanization of global poverty » (Nouveaux éléments sur l'urbanisation de la pauvreté dans le monde), document de politique générale de la Banque mondiale, avril 2007.

47. Il y a cependant de grands écarts entre les régions. L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont les taux de pauvreté les plus élevés et le nombre de pauvres y a augmenté entre 1993 et 2002. Tandis qu'en Afrique subsaharienne, ces augmentations ont été plus fortes dans les zones urbaines que rurales; en Asie du Sud, c'est le phénomène inverse que l'on a observé, notamment chez les pauvres vivant avec 2 dollars par jour. L'Asie orientale et l'Océanie, qui viennent en troisième position, ont vu le nombre de pauvres considérablement baisser entre 1993 et 2002, surtout à cause de la baisse de l'ordre de 111 millions de ceux qui vivent avec moins d'un dollar par jour en Chine. L'Amérique latine et les Caraïbes constituent l'exception, en ce sens que le nombre de ruraux pauvres y a baissé tandis que celui des citadins pauvres y a augmenté. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le nombre de ruraux pauvres a plus augmenté que celui des citadins pauvres alors qu'en Europe orientale et en Asie centrale, on a observé le phénomène contraire.

48. Globalement, de 1993 à 2002, le pourcentage de pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour est passé de 14 % à 13 % en ville et de 37 % à 30 % en zone rurale. Cette baisse sensible du nombre de ruraux pauvres tient principalement au recul de la pauvreté dans les zones rurales d'Asie orientale et d'Océanie. Dans toutes les autres régions, la baisse a été nettement en-dessous de la moyenne pondérée générale. Les taux de pauvreté ont moins baissé en zones urbaines qu'en zones rurales et ont même augmenté en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agit de la seule région dont plus de la moitié de la population pauvre est citadine, mais les pauvres y sont néanmoins moins urbanisés que l'ensemble de la population. Dans la plupart des régions, les pauvres sont de plus en plus fortement concentrés en ville, mais les simulations montrent qu'au rythme actuel, il faudra de nombreuses décennies avant que la majorité des pauvres soit citadine.

49. De manière générale, plus l'urbanisation est importante plus la pauvreté est faible, et l'écart entre la pauvreté urbaine et rurale tend à se réduire avec le développement de l'urbanisation. Ces observations et chiffres présentés ci-dessus semblent indiquer que l'urbanisation a contribué beaucoup à réduire la pauvreté en offrant la possibilité à certains ruraux d'y échapper en migrant vers les villes, et en améliorant indirectement les conditions de vie de ceux qui sont restés à la campagne. Comme Ravallion *et al* le font remarquer, les pauvres gravitent autour des villes mais une réduction plus rapide de la pauvreté par le biais de la croissance économique pourrait se traduire probablement par une accélération du rythme d'urbanisation<sup>9</sup>.

## VI. Urbanisation et accès aux services de base

50. En 2004, 83 % de la population mondiale avaient accès à une source d'eau potable améliorée ou protégée (tous les citadins et 94 % des ruraux dans les pays développés et 92 % des citadins et 70 % des ruraux dans les pays en développement)<sup>10</sup>. L'accès à une source d'eau potable améliorée ou protégée était le plus faible en Afrique subsaharienne et dans les pays en développement de l'Océanie, où 80 % de la population urbaine mais seulement environ 40 % de la

<sup>10</sup> Organisation mondiale de la santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'eau et à l'assainissement : le défi rural de la décennie ».

population rurale y avaient accès. Dans les pays en développement, l'accès s'est élargi de 9 % entre 1990 et 2004 en raison de l'amélioration de la situation dans les zones rurales. L'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable à l'échelle de la planète sera probablement atteint. Néanmoins, en extrapolant à partir des tendances passées, plus de 900 millions de personnes, dont 75 % de ruraux, n'y auront toujours pas accès.

51. Deux milliards des 2,4 milliards d'individus qui n'avaient pas accès à des services d'assainissement de base en 2004 vivaient dans les zones rurales, tandis que 59 % seulement de la population mondiale disposaient d'infrastructures sanitaires améliorées<sup>10</sup> (98 % des citadins et 93 % des ruraux dans les pays développés et 73 % des citadins mais seulement 33 % des ruraux dans les pays en développement). Les habitants des zones rurales d'Asie orientale, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne étaient les moins bien desservis (au plus 28 %) de même que les populations urbaines de ces régions (53 % en Afrique subsaharienne comparés à 63 % en Asie du Sud et 69 % en Asie orientale). Dans l'ensemble, l'accès aux services d'assainissement dans les pays en développement est passé de 35 % en 1990 à 50 % en 2004, le pourcentage des ruraux ayant accès à ces services ayant pratiquement doublé. Les progrès ont cependant été dérisoires en Afrique subsaharienne tant en milieu urbain que rural, et l'accès des populations rurales aux services d'assainissement a baissé dans la Communauté d'États indépendants et les pays en développement de l'Océanie. Compte tenu de cette évolution, il est peu probable que l'objectif du Millénaire visant à réduire de moitié le pourcentage de ceux qui sont privés d'accès à des infrastructures d'assainissement améliorées entre 1990 et 2015 soit atteint à l'échelle mondiale. Leur nombre devrait en principe baisser dans les zones rurales et augmenter dans les zones urbaines mais celui des ruraux devrait être encore deux fois plus élevé que celui des citadins en 2015<sup>10</sup>.

52. En 2005, près d'un quart de la population mondiale n'avait pas d'électricité, dont 80 % en zone rurale. Tandis que dans les pays développés, pratiquement l'ensemble de la population a accès à l'électricité, dans les pays en développement, 15 % des citadins et 44 % des ruraux n'y ont pas accès. L'Afrique subsaharienne est la région où ceux qui sont privés d'électricité sont de loin les plus nombreux (92 % en milieu rural et 42 % en milieu urbain). L'accès est aussi relativement faible en Asie du Sud où 55 % des ruraux et 30 % des citadins sont sans électricité. Ces deux régions représentent à elles toutes seules, 80 % de ceux qui sont privés d'accès à l'électricité aujourd'hui.

53. Une analyse effectuée à partir de données d'enquêtes démographiques et sanitaires sur l'accès aux services par lieu de résidence confirme l'existence de vastes écarts dans les pays en développement entre les zones urbaines et rurales en matière de prestation de services<sup>6</sup>. À cela s'ajoute le fait que les petites villes, notamment de moins de 100 000 habitants, sont moins bien desservies, et que les citadins pauvres bénéficient nettement moins de services de base que les autres citadins.

54. En ville, le non-accès aux services est généralement lié aux conditions de logement déplorables typiques des taudis. Pour ONU-Habitat, un ménage habite un taudis si l'habitation ne présente pas une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : logement durable, surface habitable suffisante, accès à une source d'eau potable améliorée, accès à de meilleures installations d'assainissement ou sécurité

d'occupation. En 2005, 37 % de la population urbaine des pays en développement vivait dans des taudis, soit quelque 840 millions de personnes<sup>11</sup>. C'était en Asie qu'il y avait le plus grand nombre de personnes vivant dans des taudis : 542 millions, dont 201 millions en Chine et 113 millions en Inde. L'Afrique en comptait 179 millions et l'Amérique latine et les Caraïbes 117 millions. À peu près la moitié des ménages vivant dans des taudis en Afrique subsaharienne présente au moins deux des caractéristiques signalées plus haut tout comme 35 % des ménages en Asie du Sud et en Amérique latine et aux Caraïbes. Dans la plupart des régions, ce sont l'absence d'installations sanitaires adéquates et le surentassement qui sont les types de problème les plus fréquents<sup>12</sup>.

55. L'accès à l'éducation varie également suivant le type de résidence. Les niveaux moyens d'instruction scolaire sont plus élevés dans les zones urbaines que rurales. Ils le sont également plus dans les grandes villes, notamment de plus d'un million d'habitants, encore qu'il y ait de profonds écarts entre les villes, toutes tailles confondues<sup>6</sup>. Les taux de scolarisation sont plus élevés en milieu urbain que rural et le sont quelque peu plus dans les grandes villes que les petites. Les enfants pauvres des zones urbaines ont moins de chances d'être scolarisés que d'autres enfants citadins.

## VII. Urbanisation et comportement de la population

56. L'écart de fécondité entre les zones rurales et les zones urbaines des principales régions du monde en développement est demeuré à peu près constant depuis 1970. Dans la plupart des pays, la population rurale a le taux de fécondité le plus élevé, le taux d'emploi de contraceptifs le plus bas et le plus de besoins non satisfaits en matière de planification familiale. Les accouchements en milieu rural sont les moins susceptibles d'être assistés par un personnel médical spécialisé. Les femmes rurales sont généralement aussi celles qui tendent le plus à dépendre de l'aide publique au titre de la prestation de services de contraception prévus dans le cadre de la planification familiale et celles à propos desquelles il y a le plus lieu de craindre qu'elles ne sachent pas qu'elles peuvent réduire les risques de contracter le virus du sida en ayant recours aux préservatifs masculins et en limitant le nombre de partenaires sexuels. En outre, dans plusieurs pays, les écarts de comportement entre les citadins pauvres et les autres citadins et les conséquences qui en découlent sont importants. Très souvent, les taux de fécondité, d'emploi de contraceptifs modernes et de besoins non satisfaits des citadins pauvres sont plus proches de ceux de la population rurale que de ceux du reste de la population urbaine<sup>13</sup>.

57. Le taux de fécondité global tend à être plus élevé et le taux d'emploi de contraceptifs modernes plus faible dans les petites villes (de moins de 500 000 habitants). L'exception majeure est l'Asie du Sud-Est où les écarts de fécondité et d'emploi de contraceptifs entre la population rurale, celle des petites villes et des plus grands centres urbains sont réduits, principalement à cause de la priorité

<sup>11</sup> *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 2007* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.07.I.15).

<sup>12</sup> ONU-Habitat, *L'état des villes dans le monde, 2006-2007* (Londres, Earthscan, 2006).

<sup>13</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, *État de la population mondiale 2007 : libérer le potentiel de la croissance urbaine*.

accordée par les gouvernements à la prestation de services de planification familiale dans les zones rurales<sup>6</sup>.

58. Malgré les écarts constatés, l'avantage dont bénéficient les citoyens en termes de santé procréatrice et d'accès aux services de planification familiale est moins important qu'on aurait pu le supposer. Bien que les besoins non satisfaits des femmes des milieux urbains en matière de planification familiale soient moindres que ceux des femmes des zones rurales, l'incidence des naissances inopportunes ou non souhaitées n'est pas plus faible en ville. Par ailleurs, les citoyens pauvres ne sont qu'à peine mieux lotis que les ruraux en ce qui concerne plusieurs aspects liés à la santé procréatrice et l'accès aux services. Ils ne disposent généralement pas des éléments d'information nécessaires pour décider en toute connaissance de cause de ce qu'il y a lieu de faire en matière de santé procréatrice. Ceux qui vivent dans les petites villes sont également désavantagés sur le plan de l'accès à ces services.

59. Pour ce qui est de la santé et de la mortalité, les éléments d'information disponibles indiquent que l'espérance de vie est généralement plus grande dans les villes que dans les campagnes, bien que la plupart des pays en développement ne disposent pas de chiffres séparés sur les risques de mortalité tout au long de la vie pour les zones urbaines et rurales. Les informations recueillies par enquête sur l'état de santé de résidents d'un certain nombre de villes de pays en développement indiquent que la transition épidémiologique qui s'accompagne d'une modification des causes principales de morbidité et de mortalité, des maladies infectieuses faisant progressivement place aux maladies chroniques et dégénératives, en est à un stade plus avancé dans les villes que dans les campagnes des pays en développement. Cette évolution est semblable à ce qu'ont connu les pays développés où la transition épidémiologique a été amorcée dans les villes mais est aujourd'hui plus pressée tant en milieu urbain que rural. Dans de nombreuses villes africaines cependant, l'épidémie de sida a mis un frein à la transition épidémiologique et à la réduction de la mortalité.

60. Il y a de plus en plus de maladies chroniques (notamment des maladies cardiovasculaires, des cancers et des diabètes) et d'accidents dans bien des villes de pays en développement. Les accidents de la circulation en particulier sont une cause de plus en plus importante de traumatismes et de décès en milieu urbain. La consommation accrue d'édulcorants et de matières grasses dans les pays en développement plus urbanisés accroît les taux d'obésité et donc l'incidence des cas de diabète ou de maladies cardiovasculaires. Par contre, dans les pays moins urbanisés, les taux élevés de maladies infectieuses et de mortalité maternelle restent courants dans les zones rurales.

61. Selon une analyse des écarts des taux de mortalité infantile en milieu rural et urbain effectuée à partir de données d'enquêtes démographiques et sanitaires, la mortalité infantile et postinfantile est en moyenne plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines<sup>6</sup>. Ces écarts tiennent largement au fait que les infrastructures publiques urbaines sont meilleures, que les mères sont mieux éduquées et que les soins de santé sont plus accessibles. Les faits ne montrent pas une réduction progressive des écarts au fil du temps, sauf en Afrique subsaharienne où la forte prévalence du VIH/sida dans les villes semble avoir freiné ou fait reculer la tendance à la baisse de la mortalité postinfantile urbaine. Dans six pays d'Afrique, celle-ci a augmenté aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale.

62. L'avantage urbain en termes de survie de l'enfant est renforcé par d'autres résultats. Si la santé est évaluée en fonction du rapport taille-âge, alors les enfants citadins se portent nettement mieux que les ruraux. Qui plus est, en Amérique latine, les enfants des grandes villes sont plus grands pour leur âge que ceux des plus petits centres urbains.

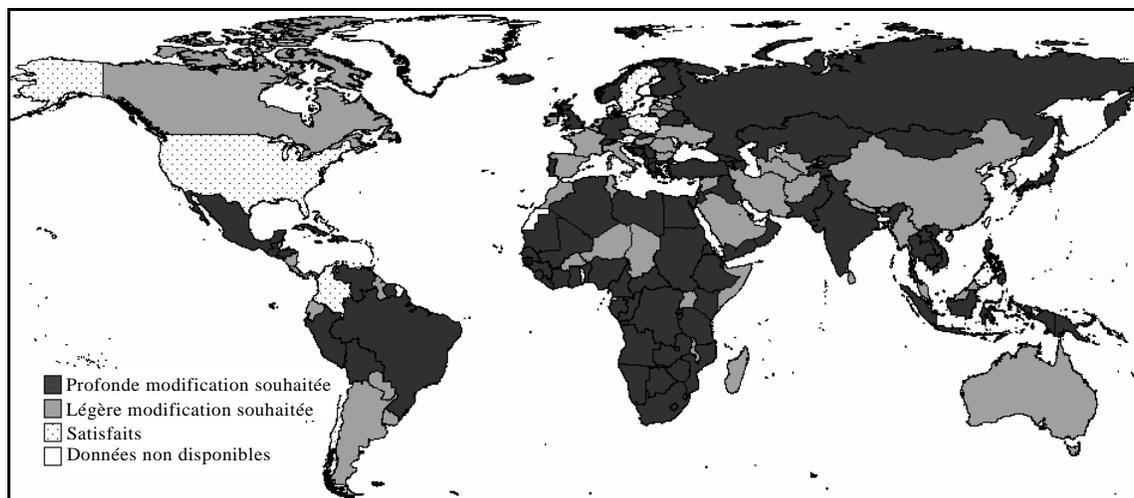
63. Bien que les enfants citadins soient généralement mieux portants que les ruraux, ceux vivant dans des familles urbaines pauvres sont généralement en moins bonne santé que les autres enfants citadins, voire que les enfants vivant en milieu rural : dans presque tous les pays, les enfants citadins pauvres sont plus petits de taille et plus maigres pour leur âge que les autres enfants citadins et si à taille égale ils pèsent plus lourd que les enfants issus de milieux ruraux, dans 16 pays, c'est l'inverse. En général, les risques de mortalité sont plus élevés chez les enfants citadins pauvres que chez les autres enfants citadins, bien que ces risques ne soient généralement pas aussi accentués que ceux auxquels sont exposés les enfants des zones rurales.

64. Les études comparant l'état de santé des enfants des zones rurales à celui des enfants vivant dans des taudis urbains arrivent aux mêmes conclusions que celles comparant des enfants ruraux à des enfants citadins pauvres<sup>12</sup> : la couverture vaccinale des enfants des zones rurales contre la rougeole est moins élevée que celle des enfants des taudis urbains, les deux groupes sont victimes de diarrhées ou d'infections respiratoires aiguës avec la même fréquence, et dans la plupart des pays étudiés (31 sur 44), l'écart en ce qui concerne l'insuffisance pondérale n'est que de 2 % en faveur des enfants des taudis, voire défavorable, dans 12 autres pays. Les indicateurs concernant le recours à des services médicaux, notamment les soins aux enfants malades ou l'assistance à l'accouchement, montrent que ceux qui vivent à la campagne ont nettement moins accès à ces services que ceux des taudis urbains.

## VIII. Politiques de répartition de la population

65. En 2007, 85 % des gouvernements se sont inquiétés de la répartition géographique de leur population, pourcentage comparable à celui des années 70. Parmi les pays en développement, 56 % souhaitaient la modifier profondément et 32 % légèrement, contre 37 % et 39 % respectivement pour les pays développés. C'était en Afrique, où 74 % des pays souhaitaient modifier profondément la répartition géographique de leur population, qu'on a enregistré le plus grand degré d'insatisfaction, suivie de l'Asie avec 51 %. En Amérique latine et dans les Caraïbes, en Océanie et en Europe, environ 40 % des gouvernements jugeaient de telles modifications souhaitables (voir figure VII).

Figure VII  
**Vues des gouvernements sur la répartition géographique  
 de leur population, 2007**



66. Atténuer, voire faire reculer l'exode rural, a été la politique la plus communément utilisée. Les stratégies employées à cet effet consistaient notamment à mettre en place des mécanismes de régulation des migrations internes, à procéder à une redistribution des terres, à créer des pôles de développement régional et plus récemment à encourager la diversification et la compétitivité économiques des zones rurales en y suscitant des investissements et en y améliorant les conditions de vie. Ces politiques ont eu pour effet de créer nettement plus d'emplois ruraux dans un tiers des pays de l'OCDE<sup>14</sup>. En 2007, 70 % de tous les pays avaient mis en œuvre des politiques visant à réduire l'exode rural, à savoir 62 % des pays développés et 73 % des pays en développement, dont 83 % de pays d'Afrique et 73 % des pays d'Asie et d'Océanie.

67. La deuxième politique la plus courante visait à réduire les flux migratoires vers les grandes villes. Le pourcentage de pays en développement qui avaient adopté de telles politiques est passé de 44 % à 74 % entre 1976 et 2007. Dans les pays développés, il est revenu de 55 % en 1975 à 26 % en 1996 avant de repasser à 39 % en 2007. Il était de 83 % en Océanie, 78 % en Afrique, 71 % en Asie et 68 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

68. Les autres types de politiques visant à influencer sur la répartition géographique de la population étaient moins largement répandues. Moins de 4 gouvernements sur 10 ont encouragé le retour à la campagne pour atténuer les pressions sur les infrastructures urbaines et réduire le chômage en ville. Ces mesures ont été plus courantes dans les pays en développement (44 %) que dans les pays développés (19 %). En Afrique et en Asie, 55 % et 64 % de pays les ont respectivement adoptées.

69. Quatorze pour cent des pays ont adopté des politiques visant à encourager les migrations urbaines-urbaines, principalement des grandes villes vers les petites

<sup>14</sup> *Le nouveau paradigme rural : politiques et gouvernance* (Paris, OCDE, publication 2006).

parce que au-delà d'une certaine taille, les villes deviennent moins efficaces et moins productives<sup>1</sup>. Ces politiques sont courantes dans les pays où la population urbaine est fortement concentrée dans une seule ville, ce qui est le cas d'environ le cinquième des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Océanie, ainsi que de 17 % des pays d'Afrique et 16 % des pays d'Asie. Parmi les stratégies adoptées, figurent la création de nouvelles villes et le transfert de la capitale.

70. Certains pays développés ont adopté des mesures visant à freiner les migrations des villes vers les campagnes afin de lutter contre l'étalement des villes et ses conséquences sur l'environnement. La pollution, les embouteillages et le temps que prennent les migrations pendulaires ont poussé des gouvernements à limiter l'empiétement d'établissements urbains sur des zones rurales environnantes. Quinze pour cent des pays d'Europe et 4 % des pays d'Asie ont mis en œuvre ces politiques.

71. Des gouvernements ont également lancé des initiatives pour améliorer la qualité de la vie et rendre les villes plus viables notamment en réglementant la croissance urbaine, en adoptant des lois sur l'occupation des sols, en lotissant et en définissant des normes ou des codes de construction. Elles peuvent viser également à acquérir et à attribuer des domaines publics, à investir dans des infrastructures et installations publiques et à encourager l'instauration de partenariats entre les secteurs public et privé dans le cadre de projets d'urbanisation. C'est ainsi que la nouvelle stratégie de la municipalité de New York prévoit la construction de logements pour un million de personnes, d'accroître l'accès aux espaces verts, de moderniser le réseau de distribution d'eau vieillissant ainsi que les centrales électriques et de réduire la pollution de l'eau et les émissions de gaz à effet de serre. Le plan prévoit également l'instauration d'un péage urbain à l'entrée du quartier des affaires. Ce type de péage s'est révélé efficace à Bergen, Londres, Malte, Oslo, Singapour, Stockholm et Trondheim.

72. Dans les pays en développement, nombreux sont les gouvernements qui ont pris des mesures pour améliorer la qualité de la vie dans les zones urbaines pauvres. En Inde, la Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission a commencé en 2005 à financer des projets de modernisation des infrastructures et d'amélioration de l'accès aux services de base. Au Burkina Faso, le Gouvernement s'emploie à assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement de tous les habitants de Ouagadougou, dont le tiers vit dans des taudis. La sécurité de jouissance des terres présente un intérêt tout particulier pour les citoyens pauvres, et de nombreux pays s'attachent à assurer des titres fonciers ainsi qu'une sécurité foncière aux habitants des taudis.

73. La répartition géographique de la population est généralement liée aux possibilités d'emplois et d'accès aux services sociaux. L'urbanisation se développe sous l'effet de la concentration des activités de production, ce qui bénéficie aux entreprises autres, qu'elles appartiennent à un même secteur d'activité ou des secteurs complémentaires. Toutefois, pour avoir un impact positif, elle doit assurer l'accès à des services publics de qualité, notamment à l'électricité, à l'eau, à l'éducation, à la santé, aux transports et aux communications. Des réseaux routiers nationaux plus denses et des budgets de transport public plus importants facilitent une meilleure répartition spatiale des activités de production et de la population.

74. Dans de nombreux pays, la décentralisation s'est accompagnée d'un transfert aux administrations locales d'attributions et de nouveaux pouvoirs de lever des impôts qui est le plus souvent allé de pair avec une plus grande ouverture, davantage de responsabilités, une participation accrue de la société civile, une part plus active des

femmes dans la prise de décisions au niveau local et le transfert des responsabilités juridiques et budgétaires aux instances locales chargées des affaires urbaines. L'administration de larges agglomérations se heurte au surcroît de difficultés liées à la coordination de multiples compétences et à la recherche de solutions administratives et politiques judicieuses qui servent les intérêts de tous les habitants.

## **IX. Conclusions et recommandations**

75. En 2008, le nombre de citadins (3,4 milliards) égalera, pour la première fois dans l'histoire, celui des ruraux. Selon les projections actuelles, le monde pourrait voir la population urbaine augmenter de 3,1 milliards d'individus d'ici à l'an 2050, et la population rurale plafonner à 3,5 milliards aux alentours de 2019 avant d'amorcer une courbe descendante. L'augmentation de la population urbaine devrait presque entièrement provenir des pays en développement. La croissance naturelle continue de contribuer pour beaucoup, fréquemment au moins 60 %, à l'accroissement de la population urbaine. Les migrations internes permettent de réorienter la main-d'œuvre vers des activités plus productives et offrent aux migrants des perspectives qu'ils n'avaient pas dans leur lieu d'origine. L'urbanisation est un processus intrinsèquement lié au développement et doit être gérée de manière à en exploiter pleinement le potentiel et à en éviter les conséquences néfastes.

76. La priorité doit être accordée à l'amélioration des services fournis aux citadins pauvres et aux habitants des petites villes et des zones rurales. Les services qui sont le plus de nature à assurer le mieux-être des populations concernées ont trait notamment à la santé, notamment procréatrice, à l'éducation et à l'accès aux réseaux d'assainissement ainsi qu'à des sources d'eau potable améliorées et sûres.

77. Avant de décider de l'emplacement de centres de santé publique, les autorités doivent s'assurer qu'ils sont accessibles aux citadins pauvres. Leur installation dans de petites villes reliées à des zones rurales avoisinantes peut également en faciliter l'accès par les populations rurales.

78. Pour atténuer les risques d'accroissement de la population urbaine et rurale, il faut chercher en priorité à répondre aux besoins des citadins pauvres et des ruraux en matière de planification familiale. Si les taux de fécondité dans les villes et les campagnes ne baissent pas durablement, la population urbaine des pays en développement augmentera plus rapidement que prévu.

79. Étant donné que la prévalence du VIH est généralement plus forte dans les zones urbaines que rurales, l'accent doit être placé sur l'information en matière de prévention et de traitements à l'intention de citadins et des ruraux venus s'installer temporairement en ville.

80. Au moment d'examiner les besoins des personnes âgées, les gouvernements doivent tenir compte du fait que, dans de nombreux cas, le pourcentage de la population âgée est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain.

81. Les stratégies de réduction de la pauvreté doivent continuer à être axées sur les ruraux pauvres des pays en développement. Le renforcement de la sécurité de jouissance des terres, l'amélioration de l'accès aux ressources en

eau, la promotion des investissements en faveur de la productivité de l'agriculture, le développement des infrastructures rurales et un accès plus facile au crédit sont autant de mesures à envisager pour améliorer les conditions de vie en milieu rural. Les stratégies de développement intégrées qui tablent sur les relations d'interdépendance entre les petites villes et les localités rurales voisines peuvent servir de cadre pour la création d'emplois non agricoles pour les habitants des zones rurales.

82. Gérer la diversité et les inégalités, est l'une des tâches primordiales de toute administration urbaine. Pour pouvoir déterminer l'importance de ces facteurs dans les établissements de divers types et tailles, il est indispensable de disposer de données sur la répartition spatiale. Il faut donc créer d'urgence des bases de données sur lesquelles fonder les politiques, la planification et les décisions d'investissement.

83. Pour pouvoir faire face à la croissance urbaine future, les autorités locales doivent se montrer prévoyantes et notamment offrir aux citoyens pauvres, des terrains viabilisés sur lesquels ils pourront construire et mieux se loger. Il est indispensable, pour cela, de garantir le droit à la propriété sans discrimination entre hommes et femmes en réglementant et en canalisant l'expansion urbaine, les autorités locales peuvent atténuer l'impact des villes pour prévenir la dégradation de l'environnement et rendre les pauvres moins vulnérables à l'environnement.

84. Pour que les politiques visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, en particulier des pauvres ou des habitants des taudis soient plus efficaces, les autorités locales doivent encourager les organisations de la société civile représentant les groupes concernés à s'impliquer davantage. Les organisations locales de citoyens pauvres et les organisations non gouvernementales ont prouvé que leurs efforts collectifs peuvent améliorer les conditions de logement, les infrastructures et services, et sensiblement atténuer et réduire la pauvreté urbaine.

85. La contribution des études à l'amélioration du niveau de vie, qui est plus élevée en milieu urbain que rural, est un des principaux facteurs qui poussent les mieux instruits à migrer. Dans les pays où la croissance économique a été modérée ou forte, les études ont continué à jouer ce rôle, ce qui influe profondément sur les décisions d'investir en faveur des politiques dans les domaines de l'éducation et de la famille. Dans la plupart des cas, les migrants ruraux obtiennent des salaires comparables à ceux des citoyens, à l'issue d'une période d'adaptation. L'accumulation du capital matériel, des progrès technologiques et des investissements dans les zones urbaines contribue à ce résultat. Les autorités doivent s'attacher à encourager ces changements afin de favoriser la croissance économique et moins se soucier de freiner l'exode rural en tant que tel.

86. Dans un monde de plus en plus urbanisé, ce sont les décisions prises aujourd'hui dans diverses villes du monde, qui détermineront ce que sera l'avenir économique, social et écologique de l'humanité. Bien gérée, l'urbanisation peut aider à lutter contre la pauvreté, les inégalités et la dégradation de l'environnement mais il faudra pour en exploiter pleinement le potentiel et à en relever les défis agir rapidement et durablement.